



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 5 – 3 février 2023

Sommaire

Fait marquant

- Le gouvernement présente son plan d'action pour la protection de l'environnement

Climat & Energie

- La transition écologique soutient la croissance économique, selon la *CBI*
- Un meilleur *market design* aurait pu réduire de 7 Md£ les coûts de fourniture sur le marché de gros de l'électricité, selon *Carbon Tracker*
- Le *Climate Change Committee* alerte sur les besoins d'investissement pour l'adaptation au réchauffement climatique

Environnement

- La plus ancienne forêt d'Ecosse est en danger
- Les citoyens britanniques participent à la plus grande collecte mondiale d'informations sur les oiseaux

Industrie

- 20 projets de recherche liés à la décarbonation de l'industrie vont bénéficier de subventions publiques
- Les industries britanniques « vertes » s'inquiètent des effets de l'*Inflation Reduction Act (IRA)*
- Les promoteurs immobiliers vont devoir financer davantage les travaux visant à remplacer les revêtements inflammables des immeubles de plus de 11 mètres

Transports

- Le maire de Londres confirme son intention d'étendre la zone à très faibles émissions (*ULEZ*) à l'ensemble de la métropole
- *Network Rail* fait une nouvelle offre salariale afin d'éviter de nouvelles grèves

- Le gouvernement annonce un «*retour à la normale*» en matière de créneaux aéroportuaires

Fait marquant

Le gouvernement présente son plan d'action pour la protection de l'environnement

Cinq ans après la publication de son *25-Year Environment Plan*, le ministère chargé de l'environnement a publié son plan d'action à 5 ans (2023-2027) pour la protection de l'environnement ([Environmental Improvement Plan](#)), en application de l'*Environment Act 2021*. Couvrant tous les champs de la protection de l'environnement (air, eau, pesticides, biodiversité, ressources, climat, biosécurité), ce plan agrège un ensemble de mesures nouvelles (objectif universel d'accès à un espace vert en moins de 15 minutes, restauration de 500 000 hectares d'espaces naturels et de 400 miles de cours d'eau, rénovation de 160 ouvrages de traitement des eaux usées, etc.) et de mesures déjà annoncées dans d'autres stratégies (publication d'une stratégie sur les produits chimiques, publication en 2023 du 3^{ème} plan national d'adaptation au changement climatique). Un nouveau fonds pour la protection des espèces sera également créé, qui s'ajoutera aux 2,4 Md£ engagés dans le cadre du nouveau régime d'aide aux agriculteurs (*Environmental Land Management Schemes*). Même si elles ont plutôt bien accueilli ces annonces, les ONG environnementales demandent des preuves tangibles d'amélioration de la qualité de l'environnement et de la protection de la nature.

Le gouvernement a par ailleurs publié les 5 principes de droit de l'environnement ([Environmental principles policy statement](#)) qui devront être pris en compte dans l'élaboration des politiques publiques ou projets de législation à compter du 1^{er} novembre 2023.

Le chiffre de la semaine

47

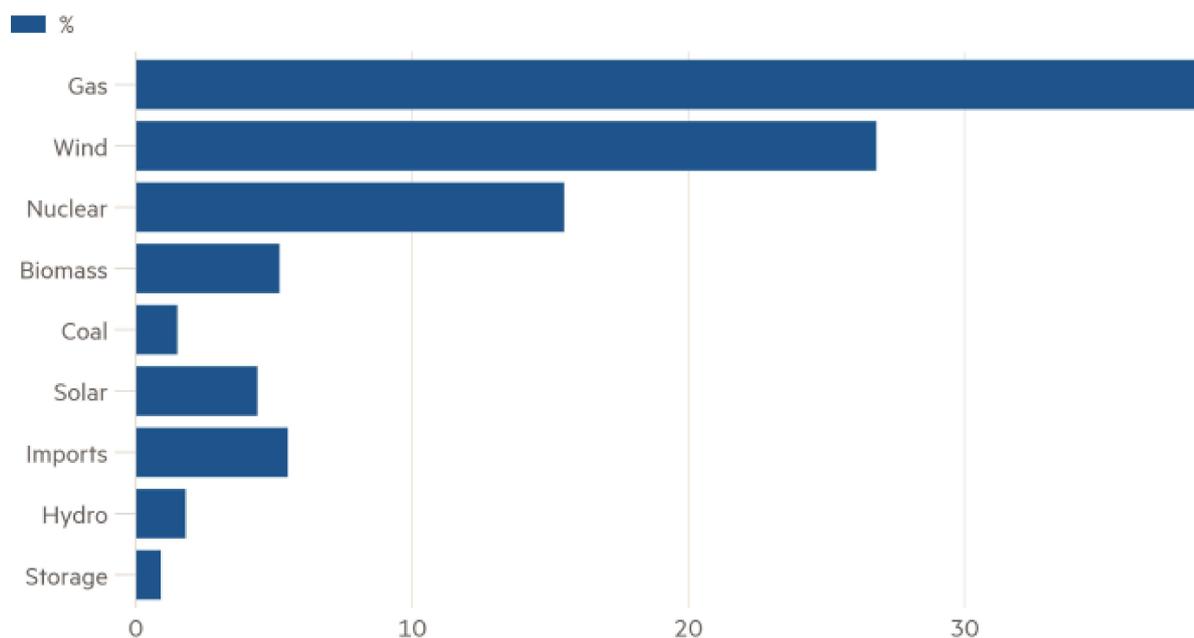
L'indice [PMI](#) (*Purchasing Managers' Index*) de l'industrie manufacturière britannique s'est élevé à 47 en janvier, après avoir atteint en décembre 2022 son plus bas niveau en 31 mois. Pour mémoire un chiffre inférieur à 50 indique une détérioration de la situation par rapport au mois précédent. La production et les commandes ont de nouveau reculé entre décembre et janvier, malgré un ralentissement de l'inflation et de moindres difficultés d'approvisionnement. La confiance des producteurs atteint néanmoins son plus haut niveau depuis avril 2022, suggérant que l'industrie manufacturière espère qu'une reprise plus solide s'amorce en 2023



Le graphique de la semaine

How Britain's electricity was generated in 2022

Nuclear made up 15.5 per cent of the overall mix



Source: National Grid Electricity System Operator
© FT

Selon les statistiques du gestionnaire de réseau [National Grid](#), même si le gaz reste la première source de l'électricité britannique en 2022 (38,5 %), l'ensemble des sources d'énergie décarbonée (éolien, nucléaire, solaire, hydro) a assuré la plus grosse part de la production électrique du pays (48,5%). Le déclin du charbon s'est poursuivi en 2022 (1,5% de la production), alors qu'il représentait en 2012 43 % de la production. Au total, 2022 est la deuxième meilleure année en termes d'intensité carbone du mix électrique (182 gCO₂/kWh).

Climat & Energie

Flash – Une coalition d'acteurs, formée notamment des industriels *Rolls-Royce* et *Westinghouse*, du syndicat *Prospect* et de plusieurs parlementaires, [demande](#) au

gouvernement de faire de la construction de nouveaux réacteurs nucléaires une priorité et de mettre sur pied la structure « *Great British Nuclear* » annoncée en 2022 par Boris Johnson.

Flash – La [Haute Cour de Justice du Royaume-Uni](#) a annulé la décision du ministre chargé de l'énergie de refuser l'autorisation du développement du projet d'interconnexion franco-britannique *Aquind*, en raison de plusieurs manquements à la procédure d'examen du projet. Le ministère de l'énergie est enjoint d'examiner à nouveau le projet.

Flash – Le fournisseur *Octopus* estime que la nationalisation temporaire du fournisseur *Bulb* pourrait ne coûter que 260 M£ au contribuable britannique, loin du coût maximal estimé 6,5 Md£ par l'*Office for Budget Responsibility*.

Flash – *BT Pension Scheme* et *NatWest*, deux des plus grands fonds de pension britanniques, refusent d'investir dans le projet de construction de centrale nucléaire *Sizewell C* en raison des risques de surcoûts et de dépassement des délais du chantier.

La transition écologique soutient la croissance économique, selon la CBI

Faisant écho au [rapport](#) de l'ancien ministre de l'énergie Chris Skidmore sur la révision de la stratégie britannique *Net Zero*, la *Confederation of British Industry* (CBI) publie un [rapport](#) sur les bénéfices économiques de la transition écologique. Celle-ci implique aujourd'hui plus de 20 000 entreprises et génère 840 000 emplois, qui sont en outre plus rémunérateurs (42 600 £) que la moyenne nationale (33 400 £). Au total, les activités liées à la transition, allant des énergies renouvelables à la gestion des déchets, génèrent 3,7 % du PIB britannique et une productivité supérieure à la moyenne nationale. L'investissement dans ces secteurs a cru en moyenne à un rythme de 30 % par an entre 2016 et 2021, soit 10 fois plus que l'investissement dans le secteur des hydrocarbures. Ces activités soutiennent par ailleurs l'agenda « *levelling up* » du gouvernement puisqu'elles sont majoritairement implantées en Ecosse et dans les régions du Nord de l'Angleterre.

Un meilleur *market design* aurait pu réduire de 7 Md£ les coûts de fourniture sur le marché de gros de l'électricité, selon *Carbon Tracker*

En [réponse](#) à la consultation organisée par le gouvernement sur la réforme des marchés de l'électricité, *Carbon Tracker* juge que les prix de gros de l'électricité observés en 2021-22 reflétaient mal les coûts réels du mix électrique britannique. Ils estiment en effet que les coûts nets d'approvisionnement auraient été inférieurs de plus de 7 Md£ dans un marché dual dans lequel le prix de gros aurait été calculé sur la base du coût moyen pondéré par mode de production sur la période. *Carbon Tracker* ne prône pas pour autant l'abandon du principe de tarification marginale ou la création d'un marché de gros dual, car de telles mesures risqueraient de décourager les investisseurs et déstabiliser temporairement le marché de l'électricité. Ils recommandent plutôt d'obliger les compagnies d'électricité à se couvrir pour leurs besoins futurs et de restructurer le système de *Contracts for Difference* en interdisant notamment la possibilité de reporter leur date d'entrée en vigueur pour profiter de prix de marchés plus élevés.

Le Climate Change Committee alerte sur les besoins d'investissement pour l'adaptation au réchauffement climatique

Dans son [dernier rapport](#), le *Climate Change Committee* (CCC) juge que le gouvernement n'agit pas suffisamment vite pour adapter le Royaume-Uni au réchauffement climatique. Les besoins d'investissement, publics et privés, sont très importants: la mise en œuvre des mesures déjà annoncées pour se protéger des inondations, adapter les infrastructures, rénover les logements, sécuriser les approvisionnements en eau et restaurer la nature nécessiterait, selon le CCC, d'investir au moins 10 Md£ par an. Le rapport recommande au gouvernement de clarifier les objectifs de la politique d'adaptation au changement climatique et les responsabilités des différents acteurs. Il l'invite également à clarifier, dans le cadre de la *Green Finance Strategy*, les investissements prévus par le gouvernement pour l'adaptation et à mobiliser les institutions financières publiques pour sécuriser les projets d'investissement.

Environnement

Flash – La compagnie d'assurance Aviva va soutenir un [programme de Wildlife Trusts](#) pour restaurer des forêts primaires tempérées de Grande-Bretagne, grâce à un financement de 38 M£. Le projet devrait absorber 800 000 tonnes de CO2 au cours des 100 prochaines années.

La plus ancienne forêt d'Ecosse est en danger

Dans un rapport fondé sur 4 ans de relevés et d'analyses, l'ONG environnementale [Trees for Life](#) estime que l'accroissement de la population de cervidés et de conifères non-natifs, combiné à une carence dans la gestion de long terme et l'impact du réchauffement climatique, posent une menace existentielle à la forêt de conifères de Calédonie (Ecosse), vieille de plusieurs milliers d'années. Pour autant, il existe encore du temps pour agir et le rapport recommande de mettre en place des aides pour inciter les propriétaires privés à régénérer les conifères présents sur leurs parcelles, et de contrôler la population de cervidés, qui se nourrissent des pommes de pain et détruisent les jeunes arbres.

Les citoyens britanniques participent à la plus grande collecte mondiale d'informations sur les oiseaux

Du vendredi 27 au dimanche 29 janvier, des centaines de milliers de Britanniques étaient invités à passer une heure à leur balcon, dans leur jardin ou leur parc municipal, pour y recenser les oiseaux à l'occasion du « *Big Garden Birdwatch* ». Créée en 1979 par la *Royal Society for the Protection of Birds* (RSPB), l'initiative vise à dresser une photographie actualisée de la faune à plumes au Royaume-Uni, à accroître la prise de conscience de la nature environnante et à recruter de nouveaux membres pour l'ONG, qui en compte déjà 1,2 million.

Industrie

Flash – [Arrival](#), start-up britannique d'utilitaires et mini-bus électriques, va supprimer près de la moitié des ses effectifs mondiaux, estimés à 1 600 personnes, dans un effort de réduction de ses coûts opérationnels. *Arrival* avait déjà licencié 800 personnes au R-U en juillet 2022 et a récemment décidé de démarrer sa production de véhicules aux Etats-Unis plutôt qu'au R-U.

Flash – Selon des informations obtenues par le *Guardian*, *EY* aurait approché la société d'investissement *Greybull Capital* pour un rachat du projet de *gigafactory* de [Britishvolt](#). La société d'investissements aurait par le passé investi dans plusieurs entreprises industrielles en difficulté.

Flash – [British Steel](#), propriété du groupe chinois *Jingye*, envisagerait de licencier jusqu'à 1 200 personnes selon des informations de la presse britannique. Le ministre des Entreprises Grant Shapps aurait écrit au groupe - qui emploie environ 4 000 personnes au R-U - pour indiquer qu'il serait « inutile » que *Jingye* procède à ces licenciements alors que des négociations se poursuivent pour un possible octroi de subventions publiques à *British Steel*.

20 projets de recherche liés à la décarbonation de l'industrie vont bénéficier de subventions publiques

L'*Industrial Decarbonisation Research and Innovation Centre (IDRIC)* a annoncé l'octroi de 6 M£ à ces projets basés au R-U et susceptibles « de contribuer à la [décarbonation](#) des centres industriels britanniques ». Le financement annoncé cette semaine étend le programme de recherche actuel de l'*IDRIC*, qui compte 40 projets et collabore avec plus de 200 partenaires et parties prenantes, dont des institutions universitaires, des entreprises, des représentants de la communauté et des décideurs politiques. L'*IDRIC* a publié un nouvel appel à projets centré autour de six thématiques : technologies à faible émission de carbone, systèmes et mises à l'échelle, politique et réglementation, compétences et formation, considérations environnementales et aspects sociaux et économiques de la décarbonisation.

Les industries britanniques « vertes » s'inquiètent des effets de l'*Inflation Reduction Act (IRA)*

Les fédérations professionnelles exhortent le Premier ministre à définir des objectifs plus ambitieux en matière de transition bas carbone et à accroître le soutien aux industries « [vertes](#) », sous peine d'être distancées par les Etats-Unis et l'Union européenne (cf. veille n°4). La production d'énergie renouvelable, en particulier l'éolien maritime, la production de batteries et de véhicules électriques, et la filière naissante de l'hydrogène font partie des secteurs ayant exprimé leurs craintes et regretté que les investissements dans ces secteurs au R-U aient été revus à la baisse ces derniers mois. Dans un contexte de consolidation budgétaire, il apparaît peu probable que le gouvernement britannique augmente massivement le montant de subventions accordées à ces filières. Les technologies « vertes » présentent en effet un risque plus élevé d'échec au vu de leur caractère de innovant/de rupture et de la nécessité de construire des filières industrielles encore inexistantes, notamment dans l'hydrogène ou les batteries électriques.

Les promoteurs immobiliers vont devoir financer davantage les travaux visant à remplacer les revêtements inflammables des immeubles de plus de 11 mètres

Le 30 janvier, le ministère du Logement a envoyé aux promoteurs immobiliers britanniques des contrats, qu'ils devront signer sous six semaines, fixant leur contributions financières aux travaux de remédiation des revêtements inflammables (*cladding*). Selon ces documents, les promoteurs s'engagent à financer les travaux nécessaires pour les bâtiments de plus de 11 mètres de haut qu'ils ont construits ou rénovés au cours des trente dernières années. Le gouvernement estime que ces travaux devraient coûter au moins 2 Md£. Il a averti que les promoteurs refusant de signer s'exposeraient à des « *conséquences importantes* ». Un projet de loi devrait être présenté au printemps, permettant au ministre du Logement d'empêcher les promoteurs d'opérer librement sur le marché immobilier s'ils ne signent pas ces contrats.

Transports

Flash – La grève des conducteurs de trains représentés par *Aslef* et la *RMT* le 1^{er} février, qui a coïncidé avec la grève des fonctionnaires et enseignants, a conduit à une quasi-paralysie du secteur [ferroviaire](#) au R-U. *Aslef* pourrait annoncer de nouvelles grèves dans les prochaines semaines.

Flash – Le gouvernement a octroyé près de [42 M£](#) à sept projets dans le cadre du programme *Commercialising Connected and Automated Mobility (CCAV)*. Le secteur du transport versera une somme quasi équivalente, soit un total de 81 M£.

Flash – Le gouvernement lance un nouveau centre de [recherche](#), doté d'un financement public de 10 M£, centré sur la décarbonation et l'amélioration des transports.

Flash – 11 organisations à but non lucratif ont été sélectionnées dans le cadre du [Reach for the Sky Challenge](#). Elles bénéficieront de 700 000 £ destinés à financer des actions de sensibilisation et des événements afin d'inciter « *des jeunes de tous horizons* » à faire carrière dans le secteur aérien.

Flash – Le PDG d'[Heathrow](#), John Holland-Kaye, a présenté sa démission après neuf ans à la tête de l'aéroport londonien. L'année 2022 a été marquée par des relations dégradées entre l'aéroport et les compagnies aériennes, principalement en raison de la mise en œuvre temporaire d'un « *passenger cap* » du fait des insuffisances d'effectifs de l'aéroport.

Flash – Le promoteur *RiverOak Strategic Partners (RSP)* a acquis pour 16 M£ le terrain d'un aéroport dans le [Kent](#), fermé depuis 2014. *RSP* prévoit de rouvrir l'aéroport dès 2026 pour des services de fret aérien, avant de lancer des lignes passagers *low cost* à partir de 2028. L'Espagne, Chypre et Malte feraient partie des destinations envisagées.

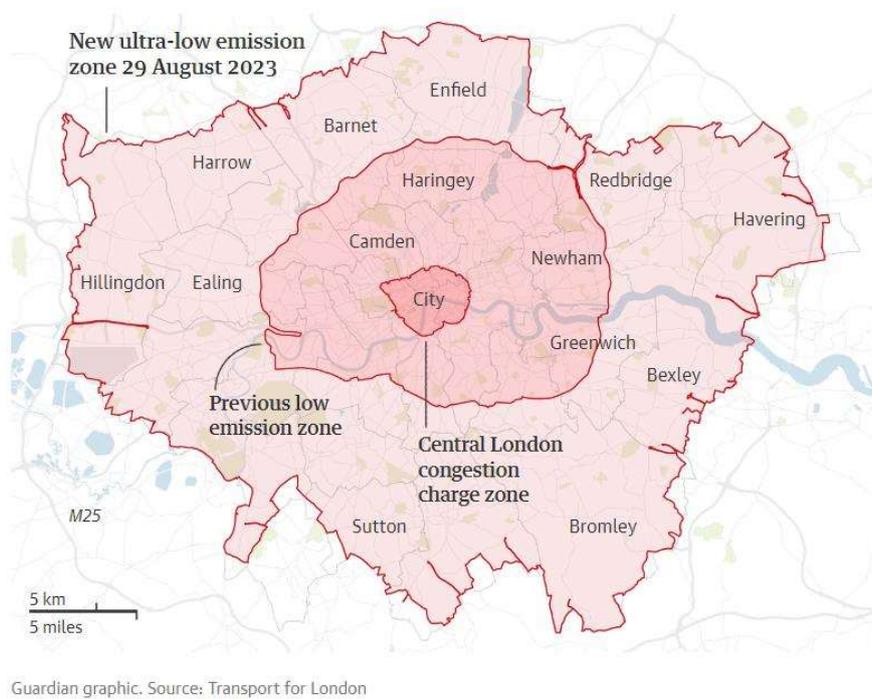
Flash – Les gouvernements britannique et gallois ont lancé une étude dont le coût de 2,7 M£ est financé par le gouvernement britannique, afin d'examiner les possibilités de nouvelles gares et de

nouveaux services sur la [South Wales Main Line](#) qui relie le sud-est du Pays de Galles et l'ouest de l'Angleterre.

Le maire de Londres confirme son intention d'étendre la zone à très faibles émissions (ULEZ) à l'ensemble de la métropole

Sadiq Khan a confirmé que l'[ULEZ](#) s'appliquerait à l'ensemble du Grand Londres à partir du 29 août 2023, malgré l'opposition de certains élus locaux. Quatre arrondissements conservateurs (Bexley, Bromley, Hillingdon et Harrow), ont annoncé vouloir tenter une action en justice contre cette décision. Inaugurée en 2019, et étendue à certains quartiers en octobre 2021, l'[ULEZ](#) impose aux véhicules les plus polluants de s'acquitter d'un péage quotidien de 12,5 £ pour pouvoir y circuler. 94 % des véhicules y circulant actuellement seraient dispensés de péage, contre seulement 35 % en 2017. Environ 15 % des véhicules circulant dans les arrondissements extérieurs de la capitale devraient acquitter ce péage selon la mairie de Londres. Sadiq Khan a également annoncé la création d'un fonds, doté de 110 M£, afin d'aider les populations les plus défavorisées et/ou vulnérables à changer leur véhicule. 30 000 personnes devraient bénéficier de ces subventions - comprises entre 2 000 et 9 500 £ par véhicule - accessibles depuis lundi, selon le principe « *premier arrivé, premier servi* ».

London's expanded ultra-low emission zone



Network Rail fait une nouvelle offre salariale afin d'éviter de nouvelles grèves

Le responsable de l'infrastructure ferroviaire britannique a fait une nouvelle offre au syndicat [RMT](#) (*Rail, Maritime and Transport union*). Selon le négociateur en chef de *Network Rail*, Tim Shoveller, cette offre inclut notamment une semaine de 35 heures pour l'ensemble des employés avec une revue des contrats au-dessus de cette limite horaire ; une amélioration du cadre pour les primes d'ancienneté ; l'engagement de ne procéder à aucun licenciement obligatoire (*compulsory redundancy*), et des hausses de salaire. Dans le détail, les employés bénéficieraient d'une augmentation minimale, avec effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier 2022, de 1 750 £ ou de 5 % (selon ce qui est le plus avantageux) avec un maximum de 3 500 £, assortie d'une augmentation de 4 % en 2023. Selon *Network Rail* cela représenterait des hausses des salaires comprises entre 9,2 % et 14,4 %, ces dernières étant plus élevées pour les plus bas salaires. Le syndicat *RMT* a annoncé soumettre cette offre au vote de ses membres.

Le gouvernement annonce un « retour à la normale » en matière de créneaux aéroportuaires

A compter du 26 mars, les compagnies [aériennes](#) devront de nouveau utiliser au moins 80 % de leurs créneaux aéroportuaires (contre 70 % actuellement) afin de les conserver, soit un retour à la réglementation en vigueur avant la pandémie. Selon le ministère des Transports (*DfT*), la fréquentation passagers des aéroports britanniques a atteint en octobre 2022 85 % de son niveau de 2019. Les compagnies aériennes devraient donc être en mesure de respecter les nouvelles règles. Le gouvernement prévoit néanmoins des mesures de flexibilité ou visant à réduire les risques de perturbation. Les compagnies pourront ainsi restituer jusqu'à 5 % de leurs créneaux avant le début de la saison touristique, afin de « permettre une planification réaliste des horaires et éviter des annulations de dernière minute ». Elles pourront également ne pas utiliser leurs créneaux sur les trajets où le pays d'arrivée ou de départ impose des restrictions liées à la lutte contre la Covid.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international